



**PRÉFET
DE LA GUYANE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Bureau Stratégie Achats et Marchés
Publics**

Référence du marché : BSAMP973_2025-01

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION (R.C)



Conception, réalisation et installation d'une (ou plusieurs) oeuvre(s) d'art au titre du 1 % artistique dans le cadre de la construction du Pôle opérationnel de Degrad des Canes (bureaux, ateliers et hangars des Services de l'État liés à la mer, en Guyane) sur la commune de Remire-Montjoly

Remise des candidatures

Date limite de réception : 07 février 2025 à 08H30 heure locale (soit 12H30 à Paris)

Table des matières

Article 1 – Objet et étendue de la consultation.....	3
1.1 - Objet de la consultation.....	3
1.2 – Nomenclature.....	3
1.3 – Allotissement.....	3
1.4 – Variantes et prestations supplémentaires éventuelles.....	3
1.5 – Montant de l’enveloppe consacrée à l’obligation de décoration de la construction.....	3
Article 2 – Conditions de la consultation.....	3
2.1 – Procédure de passation.....	3
2.2 – Déroulement de la consultation.....	4
2.3 – Calendrier prévisionnel de la consultation (non contractuel).....	4
2.4 – Délai de validité des offres.....	4
2.5 – Candidat individuel ou groupement.....	4
Article 3 – Conditions relatives au contrat.....	4
3.1 – Durée du contrat.....	4
3.2 – Respect des principes d’égalité, de laïcité et de neutralité.....	4
3.3 – Confidentialité et mesure de sécurité.....	4
Article 4 – Information des candidats.....	5
4.1 – Contenu du dossier de la consultation.....	5
4.2 – Modalités de retrait et de consultation.....	5
4.3 – Demandes de renseignements complémentaires et questions.....	5
4.4 – Modification des documents de la consultation.....	5
Article 5 – Présentation des candidatures et des offres.....	5
5.1 – Documents à produire.....	5
5.1.1 – Phase candidature.....	5
5.1.2 – Phase offre.....	7
5.2 – Visite sur site.....	7
5.2.1 – Phase des candidatures.....	7
5.2.2 – Phase offre.....	7
Article 6 – Conditions d’envoi ou de remise des plis.....	8
6.1 – Date et heure de réception des plis.....	8
6.2 – Condition de transmission des plis.....	8
Article 7 – Analyse des candidatures et des offres.....	9
7.1 – Sélection des candidatures.....	9
7.2 – Analyse des offres.....	9
7.3 – Négociation « phase offre ».....	9
7.4 – Achèvement de la procédure.....	10
7.5 – Modalités d’indemnisation des candidats.....	10
Article 8 – Langue.....	10
Article 9 – Contentieux.....	10

Article 1 – Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet de la consultation

La présente consultation porte sur la conception, la réalisation, l'acheminement et l'installation d'une ou plusieurs œuvres, au titre du 1 % artistique, à la suite des travaux de construction du Pôle opérationnel de Dégrad des Cannes (bureaux, ateliers et hangars des services de l'État en Guyane) sis Route des plages à Rémire-Montjoly (97354).

1.2 – Nomenclature

Les classifications principales et complémentaires conformes au vocabulaire commun des marchés européens sont :

CPV Principal	Description
92312000-1	Services artistiques
92311000-4	Oeuvre d'art

1.3 – Allotissement

Le marché n'est pas alloti, son objet ne permettant pas l'identification de prestations distinctes.

1.4 – Variantes et prestations supplémentaires éventuelles

Il ne sera accepté aucune variante ou prestation supplémentaire éventuelle. En cas de présentation d'une offre avec variante ou prestation supplémentaire éventuelle, seule l'offre relative à la solution de base sera examinée à condition qu'elle soit individualisée c'est-à-dire qu'il soit possible de la distinguer de l'offre variante et/ou de la prestation supplémentaire éventuelle.

1.5 – Montant de l'enveloppe consacrée à l'obligation de décoration de la construction

L'enveloppe globale forfaitaire prévisionnelle allouée à cette commande au titre du 1 % artistique est de **140000 € TTC**. Elle inclut :

- ◆ Le montant du marché conclu avec l'artiste ou l'équipe d'artistes attributaire de la commande qui comprend la conception, les honoraires éventuels de bureaux d'étude (exemple : BET structure, ...), la réalisation, l'acheminement (l'ensemble des transports qui participe à la réalisation et à la présentation définitive du projet et de l'œuvre), l'installation de l'(des) œuvre(s), les taxes afférentes, les honoraires de l'attributaire ;
- ◆ Les frais de jury et de publicité ainsi que les indemnités aux 2 candidats dont le projet artistique n'a pas été retenu.

L'indemnité prévue par candidat non retenu s'élève à **7 000 €**.

Article 2 – Conditions de la consultation

2.1 – Procédure de passation

Le marché est passé selon la procédure adaptée restreinte en application des dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 (3°) du Code de la commande publique. Les dispositions des articles R. 2172-7 à R. 2172-19 relatives aux marchés de décoration des constructions publiques, procédure relative au « 1 % artistique » lui sont également applicables.

2.2 – Déroulement de la consultation

La procédure est décomposée en 2 phases distinctes :

Phase 1 : phase de candidature avec sélection de trois candidats admis à présenter une offre

Phase 2 : phase d'offre au terme de laquelle l'attributaire sera choisi.

2.3 – Calendrier prévisionnel de la consultation (non contractuel)

Le calendrier prévisionnel ci-après est communiqué à titre indicatif et ne constitue pas un engagement ferme de la part de l'acheteur.

- Publication de la consultation : 08/01/2025 ;
- Date limite de remise des candidatures : 07/02/2025
- Réunion du comité artistique en phase candidature pour sélection des trois (3) candidats admis à présenter une offre : Février 2025
- Notification aux candidats admis à présenter une offre : Février 2025
- Visite sur site obligatoire des trois candidats admis à présenter une offre : Février/mars 2025
- Remise des offres : Avril 2025
- Négociations éventuelles : Avril/mai 2025
- Réunion du comité artistique pour validation finale de l'attributaire : Mai 2025
- Attribution du marché : à la suite de la réunion du comité artistique pour validation finale
- Date prévisionnelle de l'installation de(s) l'oeuvre(s) : novembre 2025

2.4 – Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

2.5 – Candidat individuel ou groupement

Les candidats peuvent se présenter individuellement ou groupé.

Dans le cadre des dispositions de l'article R. 2142-21 du Code de la commande publique, les candidats ne sont pas autorisés à se présenter en qualité de candidat individuel et membre d'un groupement.

A défaut de respect de cette disposition, l'ensemble des candidatures sera éliminé.

Il appartient aux candidats groupés de désigner expressément le mandataire dès le dépôt de leur candidature.

Article 3 – Conditions relatives au contrat

3.1 – Durée du contrat

La durée du contrat est fixé dans l'acte d'engagement, sans pouvoir excéder 6 mois à compter de sa date de notification.

3.2 – Respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité

Les prestations ayant pour objet l'exécution d'un service public, les candidats sont informées que le titulaire devra respecter les principes de la République que sont l'égalité des usagers, la laïcité et la neutralité.

3.3 – Confidentialité et mesure de sécurité

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité et/ou mesures particulières de sécurité prévues pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du cahier des clauses particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de ses obligations de confidentialité et/ou de sécurité.

Article 4 – Information des candidats

4.1 – Contenu du dossier de la consultation

Le présent dossier de consultation est composé :

- x du cahier des clauses particulières ;
- x du présent règlement de la consultation ;
- x des vues aériennes du Pôle opérationnelle ;
- x des formulaires DC1 et DC2.

4.2 – Modalités de retrait et de consultation

Le dossier de consultation est mis à disposition des opérateurs économiques sur la plateforme des achats de l'État (PLACE) à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

4.3 – Demandes de renseignements complémentaires et questions

Durant la phase de consultation, si la compréhension de certains éléments du dossier nécessitait des compléments d'information, la demande explicite devra être formulée uniquement par écrit au plus tard huit jours avant la date limite de remise des offres, via la plate-forme des achats de l'État : <https://www.marchespublics.gouv.fr>.

L'Administration regroupera les réponses aux différentes questions, et les transmettra dans les mêmes termes à tous les candidats, sous réserve que les demandes aient été faites en temps utiles, **au plus tard six jours avant la date limite de réception des plis**, en application de l'article R.2132-6 du Code de la Commande Publique.

4.4 – Modification des documents de la consultation

Des modifications peuvent être apportées aux documents de la consultation au plus tard six jours avant la date limite de réception des plis.

Les modifications sont communiquées aux seuls opérateurs économiques dûment identifiés lors du retrait des documents de la consultation.

Les candidats devront répondre sur la base du dernier dossier modifié sans pouvoir émettre aucune réclamation à ce sujet.

Dans le cas où un candidat aurait remis une offre avant les modifications, il pourra en remettre une nouvelle sur la base du dernier dossier modifié, avant la date et l'heure limites de dépôt des plis.

Article 5 – Présentation des candidatures et des offres

5.1 – Documents à produire

5.1.1 – Phase candidature

Conformément aux règles du dispositif 1 % artistique, sont éligibles tous les artistes, graphistes et designers engagés dans une démarche professionnelle, français ou étrangers, à la condition qu'ils respectent leurs obligations en matière fiscale et sociale dans leur pays d'origine ou de résidence et qu'ils n'aient pas d'interdiction de soumissionner à un marché public.

Les dossiers de candidatures seront transmis en une seule fois et comprendront **obligatoirement** les éléments administratifs et artistiques mentionnés ci-après :

Eléments administratifs (A regrouper dans un dossier unique nommé : Dossier_Administratif)	
✓	la lettre de candidature, qui précise la forme juridique de la candidature et, le cas échéant, habilitation du mandataire, ou le formulaire DC1,
✓	la déclaration du candidat ou le formulaire DC2,
✓	une garantie professionnelle ou n° d'immatriculation de l'artiste (n° SIRET, attestation de la Maison des artistes ou de la Sécurité sociale des artistes-auteurs ou équivalent pour le domaine d'activité concerné ou pour l'artiste étranger) prouvant que le candidat est identifié pour son domaine d'activité,
✓	une déclaration sur l'honneur que le candidat ne fait pas l'objet d'une des interdictions de soumissionner telles que définies aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5, L. 2141-7 à L. 2141-11 du Code de la commande publique et qu'il est à jour de ses obligations fiscales et sociales

Les formulaires DC1 et DC2 établis par le ministère de l'Économie sont disponibles sur son site internet <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

En application de l'article R 2143-4 du Code de la commande publique, les candidats peuvent présenter leur candidature sous forme d'un document unique de marché européen (DUME), en lieu et place des imprimés DC1 et DC2 du ministère de l'Économie et des Finances, établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission européenne établissant le formulaire type. Le formulaire DUME est accessible :

- depuis le service exposé de PLACE ;
- via l'URL : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr>

Des renseignements complémentaires relatifs au DUME électronique sont disponibles à l'adresse suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/pour-les-entreprises/>

Ce document doit être complété dans son intégralité, car le pouvoir adjudicateur n'autorise par les candidats à se limiter à indiquer qu'ils disposent de l'aptitude et des capacités requises pour réaliser les prestations objet du marché. La preuve de cette aptitude et de ces capacités requises doit être impérativement apportée.

Précisions :

- Si le candidat fournit l'imprimé DC1, il doit en plus fournir l'attestation sur l'honneur relative au respect des dispositions des articles L.5212-1 à L.5212-11 du code du travail. Le respect des obligations d'emploi des travailleurs handicapés s'applique à tout employeur, occupant au moins vingt salariés, y compris les établissements publics industriels et commerciaux (art.L.5212-1 code du travail).
- Si le candidat est un groupement d'opérateurs économiques, chaque membre du groupement doit fournir une déclaration sur l'honneur.

Le candidat doit informer sans délai l'acheteur de tout changement en cours de procédure, de sa situation au regard des articles L.2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à L.2141-11 DU Code de la commande publique.

Eléments artistiques (A regrouper dans un dossier unique nommé : Dossier_Artistique)	
✓	une lettre de motivation qui témoigne de : <ul style="list-style-type: none"> • l'intérêt du candidat pour le projet en lien avec sa ou ses recherches artistiques, les méthodes et moyens d'exécution, les matériaux utilisés ainsi que les éléments relatifs à la maintenance de l'oeuvre ; • sa capacité à réaliser le projet artistique en tenant compte notamment des contraintes d'installation, de monstration et de conservation préventive ; • son engagement à s'inscrire dans le calendrier prévisionnel de la conception à la réalisation de l'oeuvre au sein du calendrier global du projet,
✓	un curriculum vitae (bio) détaillant plus particulièrement l'activité récente de l'artiste ou de l'équipe d'artistes et ses dernières réalisations (expositions, publications, ...),
✓	un dossier artistique (portfolio) permettant d'apprécier la démarche artistique dans son ensemble (visuels et/ou texte) format PDF

Chacun des certificats précités pourra faire l'objet d'équivalence. Les artistes étrangers pourront quant eux fournir ceux délivrés par les organismes de leur État d'origine.

Point d'attention :

Les dossiers ne comportant l'ensemble des documents mentionnés dans les tableaux « Eléments administratifs » et « Eléments artistiques » seront considérés comme incomplets, irrecevables et seront rejetés de la procédure de passation.

5.1.2 – Phase offre

Les artistes ou groupes d'artistes retenus à l'issue de la phase 1 devront transmettre par voie électronique leur dossier complet comprenant :

Pièces de l'offre
UNE ÉTUDE ARTISTIQUE comprenant : <ul style="list-style-type: none">• une description de l'œuvre sous forme de dessin, maquette, simulation numérique,• l'intégration de l'œuvre dans son environnement (dessin, simulation numérique...),• une note expliquant les intentions de l'artiste et la philosophie générale du projet.
UNE ÉTUDE TECHNIQUE comprenant : <ul style="list-style-type: none">• un descriptif détaillé des matériaux utilisés et des dimensions envisagées,• une estimation de la consommation énergétique si l'œuvre utilise de l'électricité ou de l'eau,• la méthode de fabrication et d'installation• une notice et un protocole de maintenance de l'œuvre détaillant la nature et la fréquence des interventions nécessaires à son bon fonctionnement et à sa bonne conservation préventive, dont la version définitive sera remise à la livraison,• un calendrier prévisionnel détaillé de la conception, la réalisation, l'acheminement et l'installation de l'œuvre faisant apparaître les dates clés et respectant le délai global alloué,• une note exposant le respect des contraintes spécifiques, environnementales ou sécuritaires définies par le commanditaire
DES ÉLÉMENTS FINANCIERS indiquant : <ul style="list-style-type: none">• un budget prévisionnel détaillé de la conception, la réalisation, l'acheminement et l'installation justifiant de l'adéquation du projet avec l'enveloppe financière prévue,• la rémunération de l'artiste et la cession de droits d'auteur,• la répartition du montant de la rémunération entre co-traitants en cas de candidature en groupement.
DOCUMENTS RELATIFS A LA SITUATION JURIDIQUE DU CANDIDAT <ul style="list-style-type: none">• une lettre de présentation de la candidature qui doit présenter l'équipe, apporter les précisions utiles concernant le mandataire et la forme du groupement, justifier de la capacité artistique du candidat à réaliser la prestation demandée, au regard des caractéristiques, du contexte, de la technicité de la prestation. Elle doit être accompagnée des pouvoirs de la personne habilitée pour engager le candidat y compris, en cas de groupement, les habilitations nécessaires pour représenter les co-traitants ;• si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet seront produites afin d'apprécier la poursuite de l'activité ;• Une copie de l'attestation de garantie professionnelle (attestation Maison des artistes et AGESEA, n° de SIRET ou équivalent étranger) ; En cas de groupement, chaque co-traitant doit présenter sa situation juridique et ses capacités (professionnelles, techniques et financières)

5.2 – Visite sur site

5.2.1 – Phase des candidatures

A ce stade, aucune visite n'est imposée aux candidats intéressés.

5.2.2 – Phase offre

Préalablement à la remise de leur offre, les candidats retenus devront effectuer une visite des lieux et installations existantes. Cette visite sera organisée en présence des 3 candidats retenus. Les modalités d'organisation, ainsi que le lieu et la date, seront communiqués aux candidats ultérieurement.

Article 6 – Conditions d’envoi ou de remise des plis

6.1 – Date et heure de réception des plis

Les plis relatifs aux candidatures devront être transmis avant le **07/02/2025 – 08H30 heure de Guyane** (soit 12H30 à Paris).

Seuls peuvent être ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et à l'heure limites mentionnées cidessus. Les plis qui sont reçus ou remis après ces date et heure ne sont pas ouverts. Les plis et la « copie de sauvegarde » parvenus hors délai sont inscrits au registre des dépôts et sont rejetés.

6.2 – Condition de transmission des plis

Seuls les dépôts électroniques sont autorisés à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Aucun envoi papier, par télécopie ou courriel ne sera accepté.

En cas d'envois successifs, seul le dernier envoi réceptionné avant la date de remise des plis est admis.

Les candidats trouveront sur le site www.marches-publics.gouv.fr un «guide utilisateur» téléchargeable qui précise les conditions d'utilisations de la plate-forme des achats de l'État, notamment les pré-requis techniques et certificats électroniques nécessaires au dépôt d'une offre dématérialisée.

Présentation des dossiers et format des fichiers

Les formats acceptés sont les suivants : .pdf, .doc, .xls, .ppt, .odt, .ods, .odp, ainsi que les formats images .jpg, .png et les documents au format .html.

Le candidat ou le soumissionnaire ne doit pas utiliser de code actif dans sa réponse, tels que :

- Formats exécutables, notamment : .exe, .com, .scr
- Macros ;
- ActiveX, Applets, scripts

Horodatage

Les plis (candidatures et/ou offres) transmis par voie électronique sont horodatés. Les plis reçus après la date et l'heure limite fixées par la présente consultation seront considérés comme hors délai et seront rejetés. En cas d'indisponibilité de la plate-forme, empêchant la remise des plis dans les délais fixés par la consultation, la date et l'heure limite de remise des plis peuvent être modifiées.

Copie de sauvegarde

Le candidat ou le soumissionnaire peut faire parvenir une copie de sauvegarde dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres, soit sur support papier ou sur support physique électronique, soit par voie électronique.

Cette copie de sauvegarde, transmise à l'acheteur sur support papier ou sur support physique électronique, doit être placée dans un pli cacheté comportant les mentions suivantes :

- « Copie de sauvegarde » ;
- « NE PAS OUVRIR » ;
- Intitulé de la consultation ;
- Nom ou dénomination du candidat.

La copie de sauvegarde adressée par voie électronique est transmise au moyen d'outils et de dispositifs conformes aux exigences minimales des moyens de communication électronique prévus par les dispositions de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif aux exigences minimales des moyens de communication électronique utilisés dans la commande publique (annexe 8 du Code de la commande publique).

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les cas prévus à l'arrêté du 22 mars 2019 (modifié par arrêté du 22 décembre 2022) fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde.

Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans la copie de sauvegarde, celle-ci est écartée par l'acheteur.

La copie de sauvegarde ouverte est conservée conformément aux dispositions des articles R.2184-12 et R.2184-13 du Code de la commande publique. Si au contraire elle n'a pas été ouverte ou si elle a été écartée suite à la détection d'un programme malveillant, elle est détruite.

Le candidat ou le soumissionnaire qui transmet sa copie de sauvegarde sur support papier ou support physique électronique, le fait obligatoirement par lettre recommandée avec AR à l'adresse suivante :

La remise en main propre n'est pas autorisée.

Article 7 – Analyse des candidatures et des offres

7.1 – Sélection des candidatures

Le commanditaire se réserve le droit de refuser les candidatures incomplètes ou non-conformes.
Après réception et validation de la conformité des candidatures, le comité artistique se réunira et analysera chacune des candidatures pour les évaluer, selon les critères figurant dans le tableau ci-après :

Critères	Pondérations
Qualité des travaux présentés et engagement dans une démarche de création contemporaine qui semblent pouvoir entrer en écho avec les éléments du programme	40 points
Aptitude du candidat à présenter un projet au regard de ses références	30 points
Motivation exprimée pour le projet, pertinence de la lettre d'intention	30 points

A l'issue de cette réunion, le comité artistique retiendra 3 candidatures admis à présenter une offre.
Ces trois artistes seront informés de leur sélection via le profil acheteur sur la plateforme des achats de l'État (PLACE).

7.2 – Analyse des offres

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L. 2152-1 à L. 2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés comme suit :

Critères	Pondération
Valeur et pertinence de la proposition artistique au plan esthétique et culturel	30 points
Cohérence avec l'architecture, les activités et les usages des lieux	25 points
Faisabilité, pérennité et garantie de maintenance de l'(des)œuvre(s)	30 points
Respect du budget disponible	15 points

7.3 – Négociation « phase offre »

Après examen des offres, le pouvoir adjudicateur pourra engager des négociations avec les candidats sélectionnés. La négociation pourra dans le cas le plus simple, se réduire à des échanges électroniques via le profil acheteur, ou si nécessaire donner lieu à une voir plusieurs rencontres de chacun des soumissionnaires invités à négocier. Ces rencontres auront une durée identique pour chaque candidat. Le champ de la négociation pour chacune des offres tiendra compte, le cas échéant et dans le principe du respect d'égalité de traitement des soumissionnaires, des particularités des offres pour aboutir à un classement définitif au regard des critères de jugement ; le marché étant attribué au soumissionnaire dont l'offre finale sera classée en première position.

Suivra une mise au point du marché par l'établissement de nouvelles pièces ou d'une annexe à l'acte d'engagement, prenant en compte les modifications apportées à l'offre initiale. Les documents établis à l'issue de cette mise au point devront être signés par le soumissionnaire en vue de l'attribution définitive du marché.

En application de l'article R. 2123-5 du Code de la commande publique, l'acheteur se réserve toutefois la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation.

7.4 – Achèvement de la procédure

Après analyse des offres, l'attribution du marché au candidat classé en première position est suspendue à la complétude de son dossier de candidature et à la vérification par le pouvoir adjudicateur de la régularité de sa situation au regard des certificats visés aux articles R. 2143-6 à R. 2143-10 et R. 2143-16 du Code de la commande publique, les documents transmis en phase candidature devant être actualisés.

7.5 – Modalités d'indemnisation des candidats

Une indemnité forfaitaire d'un montant de 7 000,00 € sera versée à chaque candidat retenu en phase d'offre (soumissionnaires) mais évincés après celle-ci.

Cette indemnité sera versée au plus tard 30 jours après notification de la décision du maître d'ouvrage aux candidats, sur facture émise et déposée sur le portail Chorus Pro.

Pour les candidats non retenus en phase 2, l'indemnité vaudra solde de tout compte.

Pour le lauréat, l'indemnité constituera un acompte sur la rémunération prévue au titre du marché.

Sur proposition du comité artistique, l'indemnité forfaitaire pourra :

- ◆ être supprimée en l'absence d'offre ou si les offres remises sont inappropriées, c'est-à-dire sans rapport avec l'objet du marché et manifestement pas en mesure de répondre sans modification substantielle aux besoins et aux exigences de l'acheteur ;
- ◆ faire l'objet d'une réduction ou d'une suppression :
 - si le dossier de projet décrit à l'article 5.1.2 du présent règlement est incomplet ;
 - si l'offre remise caractérise un projet inacceptable, soit parce que l'acheteur ne serait pas en mesure de financer sa réalisation, soit parce qu'elle contrevient manifestement à la législation en vigueur, sans modification substantielle ;
 - si l'offre remise n'est que partiellement conforme au programme et qu'il serait manifestement impossible, sans modifications substantielles de l'adapter lors d'un élément de mission ultérieur pour les rendre conformes.

Article 8 – Langue

L'ensemble des documents et informations transmis dans le cadre de la présente consultation doivent impérativement être rédigés en français, ou à défaut être accompagnés d'une traduction en langue française.

Article 9 – Contentieux

Le tribunal compétent est le tribunal administratif de Guyane, situé :

7 rue Victor Schoelcher

BP 5030

97305 CAYENNE Cedex.

Tél : 05 94 25 49 70

Courriel : greffe.ta-cayenne@juradm.fr

Site internet : <http://guyane.tribunal-administratif.fr/>